

LE SÉNAT

COMITÉ PERMANENT DES FINANCES

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 15 février 1968

Le Comité permanent des finances qui a été saisi des concessions tarifaires faites par le Canada au cours des négociations du Kennedy Round dans le cadre du GATT, se réunit aujourd'hui à 11 heures et demie du matin, sous la présidence du sénateur Jean-Paul Deschatelets.

Le président: Honorables sénateurs, il est 11 heures et demie et nous avons quorum.

Il nous fait plaisir d'accueillir ce matin l'honorable Robert Winters, ministre du Commerce, qui, en passant, est l'un des rares députés libéraux qui ait jusqu'ici résisté aux pressions exercées sur lui!

Les honorables sénateurs se rappelleront que le 14 décembre dernier nous avons eu une séance des plus intéressantes portant sur l'accord relatif au Kennedy Round et à laquelle assistaient des fonctionnaires du ministère du Commerce et de la Division des tarifs du ministère des Finances. J'espère que les honorables sénateurs feront une étude approfondie du compte rendu des délibérations de cette séance auquel ils pourront se reporter ultérieurement. En effet, y figurent en appendice la liste des concessions ainsi que la liste des produits visés par ces concessions.

Monsieur le ministre, je crois savoir que les sénateurs aimeraient que vous leur exposiez la politique qu'entend suivre le gouvernement à la suite de ces négociations et que vous leur disiez en particulier si le gouvernement a déjà pris certaines mesures ou s'il envisage d'en prendre afin de venir en aide à certains secteurs de l'industrie canadienne qui pourraient avoir certaines difficultés à soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux par suite de la mise en œuvre de ces concessions. Lorsque vous aurez terminé vos observations, monsieur le ministre, je demanderai aux sénateurs s'ils ont des questions à vous poser.

L'honorable Robert H. Winters, député, ministre du Commerce: Monsieur le président et honorables sénateurs, je voudrais tout d'a-

bord vous remercier du privilège que vous m'accordez de vous rencontrer ce matin. Il est rare que j'en aie l'occasion et c'est un honneur qui m'est accordé à titre purement temporaire, croyez-moi.

Le sénateur McCutcheon: Ne soyez pas sarcastique.

L'hon. M. Winters: Je suppose qu'à ce stade de vos délibérations vous avez entendu des exposés sur le Kennedy Round et ses répercussions générales, et que vous aimeriez que je vous expose en général quelles en seront les répercussions pour le Canada et quelle sera désormais notre politique commerciale.

J'ai fait un exposé complet à ce sujet devant un comité de l'autre endroit. Je suppose que les membres du Comité peuvent en prendre connaissance, s'ils ne l'ont déjà fait. Il s'agissait d'un exposé assez long et plutôt terne, mais qui décrivait selon moi la situation véritable résultant de notre participation aux négociations du Kennedy Round. Je sais que les résultats peuvent prêter à des divergences d'opinion, surtout lorsque certaines tendances de l'économie laissent présager un ralentissement, et que la concurrence des produits étrangers est susceptible d'être attribuée aux répercussions du Kennedy Round.

Nous occupons cependant une situation exceptionnelle dans laquelle il est peu probable que nous nous trouvions de nouveau lors d'une autre série de négociations. Cette situation ne se présentera pas avant plusieurs années, car personne n'a l'intention d'entamer de sitôt une autre série de négociations. Il reste qu'à ce stade de notre expansion nous n'avons pas été obligés de négocier les réductions de tarifs de façon globale, mais nous avons pu le faire en fonction des diverses catégories de denrées, et nous avons effectué les réductions les plus considérables dans les secteurs où il nous est possible de le faire, notamment dans celui des produits primaires, des produits agricoles, notre meilleur secteur de production, et nous avons pu réduire au minimum nos concessions dans le secteur des biens de fabrication, secteur que nous devons